

TROP D'ÉTUDIANTS À L'UNIVERSITÉ

Faut-il limiter l'accès aux études supérieures? Ministres et responsables académiques n'apprécient pas la brutalité de cette question. Pourtant, le très généreux système universitaire belge commence à montrer ses limites: trop d'échecs à l'entrée et trop peu de débouchés à la sortie.

Trop d'étudiants à l'université? Posez la question à Jean-Claude Marcourt, ministre de l'Enseignement supérieur francophone (PS) ou à son adversaire politique Françoise Bertieaux, Chef de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et vous recevrez la même réponse. Le premier: "Non, parce que cela reste la meilleure garantie pour former des citoyens responsables. L'enseignement supérieur revêt bien plus d'aspects que simplement apprendre un métier." La seconde est plus catégorique encore: "Trop d'étudiants? Jamais! C'est ni plus ni moins qu'un principe fondamental, un objectif de société."

À l'université, même son de cloche. Marc Lits, pro-recteur à l'enseignement et à la formation à l'UCL: "La loi, en Belgique, dit que, hormis quelques exceptions, tout le monde a le droit d'aller à l'université." Philippe Emplit, vice-recteur de l'ULB: "Plus les gens sont éduqués, mieux ils ont tendance à s'entendre." Corinne Martin, présidente de la Fédération de étudiants francophone: "Ce n'est même pas une question valable."

INFLATION DE DIPLÔMES

En 2006 déjà, la sociologue française Marie Duru-Bellat créait pour tant la polémique. Dans son livre, *L'inflation scolaire*, elle expliquait que dans les pays riches, nous serions parvenus à un "effet de seuil". "On arrive à saturation. Il y a, aujourd'hui dans les pays riches, plus de 40% de diplômés du supérieur, qui attendent tous des emplois en rapport et les rémunérations qui vont avec. Sauf qu'au final, ces jeunes diplômés sont déçus, avec le sentiment d'avoir été trompés." Ce qui ne les empêchent donc pas d'arriver massivement sur les bancs des facultés, année après année.

Est-ce la même chose chez nous? Aujourd'hui, 80.000 étudiants squattent les bancs des universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et 80.000 autres ceux des Hautes écoles. Le problème, c'est que plus d'un sur deux y échouera la première année. Les autres (environ 26%) abandonneront, redoubleront (30%) ou tenteront de se réorienter. Cela fait-il de l'enseignement supérieur belge un cancre en Europe? Malheureusement, il reste très compliqué de comparer les taux de réussite et d'abandon au niveau européen.

Faute d'harmonisation statistique. Et aussi parce que le mot "échec" ne revêt pas la même signification partout. À ce propos, Corinne Martin (FEF), nous glisse que, en Fédération Wallonie-Bruxelles, "le truc aujourd'hui, c'est de tronquer les statistiques: en faisant abandonner les élèves plus vite, en les redirigeant par ci par là. Comme ça, il y a moins d'échecs à la fin de l'année..."

Plus d'un étudiant sur deux busé en fin de première? Voilà qui donne le droit, malgré les remarques préliminaires, de s'interroger sur la pertinence de ce "tous à l'unif" auquel les autorités politiques comme académiques semblent scotchées. Surtout au regard du coût pour la collectivité que représente un étudiant dans le système belge, assez généreux par ailleurs (voir encadré). ➔

➔ Et si tout cela, d'ailleurs, n'était qu'une question d'argent? Car qui dit argent dit meilleur encadrement donc possibilités accrues pour l'étudiant de réussir son cursus. En Belgique francophone, tout débat sur l'université passe ainsi obligatoirement par la case "refinancement". Depuis 1996, l'enveloppe budgétaire de ce secteur a gonflé de 16%. Mais le nombre d'étudiants a augmenté de... 37%. Le refinancement tant attendu est

annoncé à l'horizon 2017. Quoique. Dans l'opposition, Françoise Bertieaux en doute: *"on l'a promis du bout des lèvres... mais comme ils disent qu'ils ne seront pas à l'équilibre avant 2018... Comment vont-ils faire?"*

LE PROCÈS DU SECONDAIRE

Reste que l'arrivée d'une éventuelle manne céleste ne masquera pas d'autres lacunes du système. Cela ne changera rien, par exemple, à la faiblesse ou plutôt au caractère inégalitaire des études secondaires belges francophones, dénoncé à longueur d'étude PISA et qui serait responsable du trop grand nombre de busés au stade supérieur. Un cursus dont, rappelle Françoise Bertieaux, *"des jeunes sortent préparés de façon totalement différente. C'est tragique sur le plan humain et ça coûte cher à la collectivité. Ces échecs annoncés, c'est le drame d'une société qui ne prépare pas ses jeunes à y survivre et s'y épanouir."*

L'université serait ainsi une sorte de jungle ou certains s'en sortiraient mieux que d'autres. *"Parce que cette autre utopie voulant que chacun dispose des mêmes chances au départ n'a jamais été vraiment rencontrée"*, explique Jean-Emile Charlier, sociologue à l'UCL. Corinne Martin confirme: *"les disparités socio-économiques restent déterminantes. La réussite varie encore très fort en fonction du diplôme des parents et la maîtrise des codes propres aux études supérieures sont encore loin d'être offerte à tout le monde."* Une étude, rare dans le genre en Belgique, menée à la Haute École Francisco Ferrer à propos des origines sociales de la réussite a d'ailleurs montré l'étendue de cette inégalité des chances: sur les 9.000 étudiants qui s'y sont inscrits entre 1997 à 2006, il apparaît que les chances d'obtenir un diplôme universitaire passent du simple au double selon qu'on vienne d'un milieu populaire ou favorisé.

Mais d'autres choses se jouent dès

le secondaire. Jean-Claude Marcourt, comme d'autres, note la désaffection de certaines filières, pourtant parmi les plus porteuses d'emploi. *"Il faut améliorer l'enseignement des domaines scientifiques et techniques afin que les étudiants soient mieux préparés aux métiers de la santé et des sciences exactes. Parce que beaucoup trop d'élèves du secondaire n'osent tout simplement plus s'y attaquer."*

LE SENS DE L'ORIENTATION

Les étudiants sont trop nombreux, disions-nous? À voir, donc... Ils sont surtout trop nombreux dans certaines facultés, et pas assez dans d'autres. Pourquoi, alors, ne pas les diriger vers les filières porteuses, là où les pénuries de main-d'œuvre sont avérées, de façon à ce que la collectivité, dont on rappelle que c'est elle qui finance en majeure partie l'enseignement supérieur chez nous, en profite? Et si oui, comment? Quotas? Examens d'entrée?

Jean-Emile Charlier se rappelle s'être plusieurs fois opposé à la FEF sur le sujet. *"C'est un discours qui ne plaît pas mais il est quand même logique d'attribuer en partie la responsabilité aux jeunes qui se renseignent mal avant de s'inscrire dans une filière universitaire. Quand on voit des jeunes de milieux défavorisés dont les parents ont des difficultés à payer leurs études, se leurrer en prenant des voies sans débouchés, sans jamais au final avoir la possibilité de se réaliser personnellement, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas essayer d'infléchir leurs décisions par des moyens divers. Serait-ce vraiment plus choquant de proposer cela plutôt que de voir un jeune faire des études pour finalement ne pas s'insérer sur le marché de l'emploi? Si on veut vraiment augmenter le pourcentage de réussite au début, il n'y a que deux solutions. Soit on parvient à rendre tout le monde d'un niveau équivalent à la sortie du secondaire. C'est la solution idéale. Soit on impose des conditions à*

l'entrée."

Des conditions à l'entrée, l'université ne semble pas autrement enthousiasmée par l'idée. Marc Lits, pour l'UCL, ne voit pas d'un bon œil *"un numerus clausus généralisé"*. Et rappelle que, au Portugal par exemple, les résultats obtenus en secondaire sont déterminants pour l'accès au supérieur ensuite. Ou qu'ailleurs les droits d'entrée sont beaucoup plus chers. *"Ce qui n'est finalement pas très démocratique"*. Le recteur serait, en revanche, plus favorable à l'introduction de tests d'orientation préalables. *"Des outils d'évaluation, pour être sûrs qu'ils font le bon choix. Et pourquoi ne pas faire comme en France, où l'on étudie les taux d'insertion par filières, que l'on communique aux étudiants?"* Quant au ministre Marcourt, il trouve carrément *"choquant de trier des êtres humains"*. *"D'ailleurs, dans le supérieur, tout système de filtre ne sanctionnerait pas l'élève sur ses capacités mais sur un aspect extrinsèque, principalement son milieu d'origine"*. On n'en sort décidément pas...

RATER LES RATÉS

La sociologue française Marie Duru-Bellat n'est d'ailleurs pas pour autant favorable à l'une ou l'autre forme de sélection avant l'université. *"Les gens ne seront pas d'accord. Cela serait vécu comme un retour en arrière. Même l'orientation, c'est déjà une forme de sélection, en fait. On va convoquer ceux qui sont peu éduqués et leur dire qu'ils vont échouer. Mais en leur assurant en même temps que rien ne les empêche de poursuivre malgré tout leurs études."* Même sur les éventuels quotas, la spécialiste n'est pas autrement convaincue. *"Regardez les études de médecine: cela ne paraît pas difficile de prédire les besoins en médecins. Et pourtant on se trompe... Alors si c'est pour être autoritaire et se tromper, autant laisser la nature faire."*

Quitte à relativiser, d'autres vont même jusqu'à interroger la notion

d'échec. Philippe Emplit, pour l'ULB, par exemple, a "la faiblesse de croire qu'on peut rater sans perdre son temps. Certains se réorientent, capitalisent sur cette année même ratée pour valoriser une forme d'enseignement. Donc, ce n'est pas une perte de temps et d'argent à proprement parler. Ni pour l'individu, ni pour la société". Philippe Henry, l'ancien dirigeant de la FEF passé chez Ecolo, refuse, lui aussi, de plier sous le diktat d'une logique uniquement comptable. "On dit qu'un étudiant en sociologie qui finit menuisier et doit être

formé pour ça aussi, coûte doublement à la société. Mais le fait qu'il soit universitaire va peut-être lui permettre de monter une boîte plus performante. Il y a une place pour les changements de parcours. Ce ne sont que des perceptions, des apparences d'erreurs et d'échecs. Ce n'est pas très humaniste de voir la situation comme certains le font, uniquement à travers les chiffres ou les statistiques. Rater ses études, ce n'est quand même pas rater sa vie."

✂ Arnaud Pilet et Jean-Laurent Van Lint

Les chiffres de l'enseignement supérieur

UN MINERVAL À 835 €

La Belgique figure parmi les pays européens où l'accès à l'enseignement supérieur public est le moins cher, avec un minerval moyen de 835 € par an. Certes, elle n'offre pas la gratuité totale, comme l'Allemagne (depuis 2014), l'Autriche ou les pays scandinaves. Et elle est plus chère que la France (218 €). Mais elle reste plus démocratique que les Pays-Bas (1.906 €) et, en fait, que la plupart des systèmes européens. Notamment Chypre (7.255 €), le Royaume-Uni (7.986 €) ou la Slovaquie (9.229 €).

DES BOURSES DE 4.821 € MAXIMUM

Les bourses d'étude accordées en Belgique sur des critères sociaux sont parmi les plus basses parmi les pays d'Europe occidentale. Tous nos voisins se montrent plus généreux. La France accorde 5.500 € par étudiant par an au maximum, les Pays-Bas 6.472 € et l'Allemagne 8.040 €. Sans parler du Danemark ou de la Finlande, où non seulement le supérieur est gratuit, mais certains étudiants perçoivent respectivement 9.413 et 11.243 €

UN FAIBLE COÛT POUR LES FAMILLES

La Belgique est l'un des pays d'Europe où l'enseignement pèse le moins sur les ménages. Ceux-ci ne contribuent qu'à hauteur de 5,3% des dépenses totales liées aux études. À comparer avec les pays où les dépenses financées par les ménages sont bien plus importantes: Royaume-Uni (49,4%), Bulgarie (33,7%) et Lettonie (32,5%).

1,3% DU PIB

Derrière le trio de tête scandinave, la Belgique est le pays européen qui investit la plus grosse part de son PIB dans l'enseignement supérieur (1,3%). La collectivité dépense ainsi 11.766 € par an par étudiant.

PLUS D'UN BELGE SUR TROIS

Le pourcentage de diplômés du supérieur parmi la population des 25-64 ans (36,7%) est supérieur à la moyenne constatée en Europe occidentale (30,6%). Nous faisons d'ailleurs mieux, à cet égard, que tous nos voisins immédiats, hormis le Luxembourg (44,8%). Chez les 25-34 ans, la proportion est encore plus élevée. Près d'un jeune Belge sur deux (44,2%) est diplômé du supérieur.

51,9 % DE RÉUSSITE

C'est le taux de réussite à l'université des élèves qui n'ont jamais doublé dans le secondaire. Ce chiffre tombe à 31,2% chez ceux qui ont pris un an de retard, puis 21,4% chez ceux qui ont doublé plus d'une fois.

81 % D'UNIVERSITAIRES AU BOULOT

C'est le nombre de diplômés du supérieur qui occupent un emploi. À comparer aux 65,3% des diplômés du secondaire. Soit un différentiel de 15,7%, très proche de la moyenne européenne (14%). Dans les pays scandinaves ou en Autriche, il descend sous les 10%. Plus inquiétant, 13% des chômeurs belges sont aujourd'hui diplômés du supérieur. C'est presque le double d'il y a dix ans.

26% DE SALAIRE EN PLUS

En Belgique, la différence de salaire médian entre un diplômé du supérieur et un diplômé du secondaire atteint 5.848€ par an. Soit 26,1%. Nous sommes un des pays d'Europe où cette différence est la plus faible. Seuls les pays scandinaves, l'Autriche et la Slovaquie sont plus égalitaires que nous.

“IL FAUDRAIT AUSSI RESPONSABILISER LES JEUNES QUI SE RENSEIGNENT MAL ET S’INSCRIVENT DANS UNE FILIÈRE BOUCHÉE.”

Bouchés et débouchés

De la plus porteuse à la plus risquée, un classement des filières offrant les meilleurs pourcentage de sortie du chômage, un an après l’obtention du diplôme.

LICENCES / MASTÈRES

Ingénieur civil	93,7 %
Science de la santé	92,7 %
Ingénieur commercial	84,5 %
Droit	80,8 %
...	
Journalisme et communication	69,2 %
Histoire de l’Art	55,6 %
Philosophie	44,2 %

BACCALAURÉATS

Paramédical	90,8 %
Informatique	89,5 %
Ingéniorat	89,1 %
...	
Sociales	78,7 %
Pédagogique	74,9 %
Artistique	55 %

Source: Actiris

L’université, droit ou privilège?

En Belgique, l’accès à l’université est ouvert. Comme chez la plupart de nos voisins immédiats. Mais ce n’est pas le cas partout en Europe.

France

SYSTÈME OUVERT: le diplôme de fin de secondaire suffit mais des concours d’entrées et des entretiens peuvent être exigés par certaines grandes écoles, qui demandent de surcroît deux ans de cours préparatoires. En outre, certaines filières sont aussi accessibles par des concours d’entrée, comme le paramédical ou l’architecture. Ce qui explique l’afflux d’étudiants français en Belgique. Avant l’instauration de quotas, on comptait ainsi parfois de 80 à 90 % de Français dans certaines écoles supérieures belges.

Royaume-Uni

SYSTÈME SÉLECTIF: les élèves de la dernière année du secondaire passent des examens dont les notes détermineront leur accès à l’université. En outre, 60 universités et grandes écoles organisent leurs propres examens d’admission. D’autres exigent même l’obtention de grades lors d’examens plus tôt en secondaire, dès l’âge de 16 ans.

Allemagne

SYSTÈME OUVERT: le certificat de fin de secondaire donne accès à toutes les filières du supérieur, hormis quelques exceptions, comme la médecine, qui exige des tests d’aptitude complémentaires.

Pays-Bas

SYSTÈME OUVERT: le diplôme de fin de secondaire suffit.

Italie

SYSTÈME OUVERT: le diplôme de fin de secondaire suffit mais certaines filières peuvent exiger des examens spéciaux (architecture, médecine, instituteur etc.)

Suède

SYSTÈME SÉLECTIF: cas unique en Europe, les élèves sortant du secondaire passent un test d’aptitude standardisé. Certains établissements peuvent exiger des examens supplémentaires.

“LE BON UNIVERSITAIRE, IL EST UTILE À LA SOCIÉTÉ”

NOTRE EXPERT

ETIENNE DE CALLATAÏ EST CHEF ÉCONOMISTE DE LA BANQUE DEGROOF MAIS AUSSI PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE NAMUR.

Etienne de Callataï est économiste. Quand il se penche sur le cas de l'université, il parle coûts et bénéfices. Et ne fait pas dans le sentiment.

ici, dans une interview. Là, dans une carte blanche. Etienne de Callataï a décidé de lancer ces derniers mois quelques fameux pavés dans la mare: et si on orientait, quitte même à les y obliger, les étudiants vers les filières utiles, plutôt que de sortir chaque année des fournées entières de musicologues, historiens de l'art et autres diplômés en journalisme? Puisque les chances de décrocher un job dans leur branche sont finalement aussi minces que la feuille de papier qui leur tient lieu de précieux diplôme.

L'entreprise tient sans doute d'une forme de donquichotisme. Dans les cercles universitaires, mais aussi politiques, la résistance à ses propositions est vive et quasi unanime. Les arguments d'Etienne de Callataï sont pourtant dignes d'intérêt. Sur le plan éthique, d'abord. En Belgique, les études sont subsidiées et le chômage indemnisé. La collectivité pourrait donc légitimement revendiquer un droit de regard quant à l'influence des choix individuels de ses membres sur les finances publiques. Sur le plan de la cohésion sociale, surtout, où l'économiste pointe les dangers causés par les pénuries. Ce sont les exodes ruraux causés par le manque de médecins. Ou notre difficulté à innover du fait du nombre trop restreint de scientifiques. Voire notre incapacité à relancer l'économie, faute d'ingénieurs et donc d'investissements susceptibles de donner du travail, demain, à d'autres. Sans parler de la pénurie de professeurs, qui frappe principalement les écoles défavorisées.

Pour Etienne de Callataï, que nous avons rencontré, ce n'est pas qu'il y ait trop d'universitaires: *“se former reste évidemment un avantage, même si les diplômés n'ont plus aujourd'hui un accès au bonheur garanti, tant sur le plan de l'épanouissement personnel que pour la collectivité.”* Mais pas tous dans le même domaine, alors, martèle l'économiste, qui constate que beaucoup de filières n'offrant plus de débouchés sont aussi les plus courues. *“Un bon universitaire, c'est quelqu'un qui a été formé à l'esprit critique, avec des valeurs humanistes, mais cela doit aussi être quelqu'un dont la formation a mis l'accent sur des techniques en rapport avec les besoins de la société actuelle”.*

Comment seraient définis les besoins de la société? Par les entreprises? Elles diraient

aux universités: “nous avons besoin de tant d'ingénieurs, de tant d'informaticiens, avec telle spécialisation. Livrez-les nous!”?

ETIENNE DE CALLATAÏ - Non, évidemment. Il n'est pas question que le supérieur livre du “prêt à l'emploi”, immédiatement opérationnel mais totalement dépourvu de sens critique et se soumettre aux visions à court terme du privé.

☒ Ce seraient alors aux pouvoirs publics ou aux universités elles-mêmes de choisir les filières préférentielles. Mais comment forcer la main aux étudiants pour qu'il s'y inscrivent?

E.D.C. - Il y a par exemple la possibilité (évidemment, c'est radical) de diminuer ou supprimer les allocations de chômage de ceux qui sortent de filières non prioritaires. Sous pression, le demandeur d'emploi se formera prioritairement dans des métiers en pénurie.

☒ C'est un peu fort quand même, non?

E.D.C. - Ecoutez, je me suis déjà fait étripé pour avoir tenu de tels propos mais je ne peux admettre que certains diplômés disposent d'une sorte de rente de ➔

➔ situation. Je m'explique: faire des études supérieures, c'est déjà une chance en soi que tous ne peuvent pas se permettre. Alors, que certains puissent “doubler” cet avantage en ayant le loisir de refuser des jobs sous-qualifiés par rapport à un gars qui n'a pas de formation et qui est obligé d'accepter un boulot au supermarché du coin, c'est un peu fort. Que l'on soit diplômé d'anthropologie ou qu'on n'ait pas fini les secondaires, tout le monde est capable de travailler au supermarché. Alors pourquoi ce double privilège? On peut imaginer un jour de congé par semaine pour rechercher un emploi plus en rapport avec son diplôme, par exemple. Mais, sinon, je ne vois pas ce qui justifierait cette situation.

☒ Avant d'en arriver là, il n'y aurait pas l'une ou l'autre solution moins radicale?

E.D.C. - L'information! Il y a quelque chose de scandaleux dans le constat que certaines écoles, certaines sections mentent carrément sur l'avenir des étudiants tentés par leurs diplômes. Quand quelqu'un fait le journalisme, il DOIT savoir que les chances qu'il décroche un job sont infimes, vu le nombre de personnes qui sortent. Et prétendre qu'on est la meilleure école ne suffit pas! Éthiquement, c'est irresponsable dans le chef du corps académique.

■ Toujours en amont du choix des études, vous proposez aussi d'agir au niveau financier...

E.D.C. - Il faudrait un système de minerval réduit pour certaines formations en pénurie et, a contrario, des majorations pour les filières à peu de débouchés. Ça n'a jamais choqué personne que la formation de pilote de ligne soit hors de prix... Ici, c'est la même démarche. Si les universités tiennent des registres précis et mis à jour régulièrement, chaque année, on pourrait faire varier le prix en fonction de l'espoir d'être embauché plus tard. Et ce serait de toute façon un système plus naturel que celui des quotas. Le contingentement existe déjà en médecine, pour une raison de santé publique: s'il y a trop de médecins, il risque d'y avoir une course à la prescription pour augmenter ses honoraires de façon artificielle. Appliquons le même principe de "bénéfice public" à d'autres orientations.

■ Mais cela permettrait au plus nantis d'être les mieux servis, non?

E.D.C. - J'en doute. Et, de toute façon, ce principe d'entendre que tout le monde ait une chance d'entrer mais pas vraiment de sortir ne garantit pas vraiment l'égalité des chances. Les jeunes issus de milieux plus aisés finiront quand même par recevoir une chance supplémentaire grâce à leur réseau. Un stage là parce que quelqu'un connaît papa, une place ici parce que la boîte appartient à un ami de la famille... Je pense que cette notion de choix est avant tout poussée par l'individualisme de notre société. Or, il est temps de développer à nouveau une vision utile, une vision collective. Et même au niveau personnel, c'est quand même plus agréable de se sentir utile en travaillant non? Celui qui n'a pas eu de la chance de faire des études, il travaille très tôt dans sa vie et finance l'enseignement des gens qui ont une chance qu'il n'a pas eue. Alors que, dans les filières bouchées, les diplômés finissent par travailler dans un autre domaine que le leur et, parfois même, refont une formation qui coûte à nouveau à la collectivité. À partir de là, cette collectivité, elle peut avoir son mot à dire quand même! Si l'argent coulait des murs, pas de soucis. Mais ce n'est pas le cas. Donc il faut, en tant que société, faire des choix. Ou, idéalement, pousser les jeunes à faire ce choix par eux-mêmes.

■ Et comment allez vous faire comprendre à l'opinion qu'il faut choisir plus utile au lieu de privilégier uniquement l'envie?

E.D.C. - Il n'y a pas assez de publicité faite à ce niveau. Il devrait quand même y avoir moyen de convaincre les jeunes de faire des formations ou des études qui sont utiles à la collectivité en leur disant par exemple: "regardez, vous pouvez faire des médicaments qui sauvent des vies, vous pouvez découvrir des applications pour le futur". Ce qu'il y a, c'est qu'à mon sens, les sciences, qui manquent cruellement de candidats, souffrent aussi parce qu'elles sont mal enseignées, parce qu'elles ne donnent pas envie.

■ Ce serait pour cette raison que les futurs étudiants se désintéressent des filières scientifiques?

E.D.C. - Je ne me l'explique pas autrement. Il y a des pays où les vocations scientifiques sont légion et pas ici. À part de l'enseignement, je ne vois pas d'où ça pourrait venir d'autre. Selon moi, il y a un défaut dans l'enseignement secondaire ou primaire, désolé si ça passe mal. Les élèves y évitent les difficultés en ne prenant pas les maths fortes ou les sciences fortes sachant que c'est plus facile de prendre les sciences sociales. Quand vient le choix des études supérieures, soit ils ont des carences qui les limitent déjà dans leurs possibilités, soit ils vont par défaut dans des sciences sociales. Je ne dis pas réellement que ces études sont plus faciles. Les études de philo par exemple sont très exigeantes mais elles sont moins formatrices, moins techniques. Certains cours pourraient être changés ou évoluer pour devenir quelque chose qui sert vraiment ensuite sur le marché de l'emploi et qui permettrait de maîtriser déjà certains aspects plus techniques comme les aspects légaux notamment. Dans mes activités parallèles, je suis toujours interloqué par le fait que quand on cherche un nouvel employé, on préférera un sociologue à un assistant social alors que la formation de ce dernier reste quand même plus concrète.

■ Pourquoi cette préférence?

E.D.C. - Parce qu'il y a encore ce sentiment tout puissant qui met l'universitaire au dessus de tout. Ça aussi, c'est important. Il faut arrêter de sacraliser le diplôme universitaire ou supérieur. Ça ne rend pas forcément plus heureux. Ni riche d'ailleurs.

JOURNÉES PORTES OUVERTES

UCL
Campus Open Days:
vendredi 24 et samedi
25 avril 2015
+ plusieurs journées
d'information
sur d'autres sites

louvanistes en avril,
mai et juin

UMons
Matinées
d'information le 25/4

ULG
Journée portes
ouvertes le 9 mai